



42^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Point 10 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

Genève, le 25 septembre 2019

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie la Rapporteuse spéciale pour son rapport et renouvelle son soutien à son mandat.

La Suisse salue la coopération du Cambodge avec la Rapporteuse lors de ses deux visites en novembre 2018 et mai 2019. Elle réitère son appel au gouvernement à garantir à la Rapporteuse un accès complet à tous les interlocuteurs qu'elle souhaite rencontrer, ainsi qu'à mener des entretiens confidentiels avec les détenus.

Madame la Rapporteuse spéciale,

La Suisse note l'accent mis sur les Objectifs de développement durable (ODD) dans votre rapport et en particulier sur ses liens avec les questions de reddition des comptes justice. La Suisse a pris note avec intérêt du programme *Cambodian Sustainable Development Goals*. Elle soutient votre recommandation faite au Cambodge de prendre les mesures nécessaires à la réalisation de tous les ODD, tout en portant une attention particulière aux droits de l'homme.

La Suisse reste profondément préoccupée par la détérioration du respect des droits civils et politiques, illustrée notamment par la convocation de plus de 140 anciens membres du CNRP par la cour, dont certains sont encore détenus. Nous soutenons votre appel au Cambodge à respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme, notamment de garantir le droit à un procès équitable

Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations Office and to the other International Organizations in Geneva

Rue de Varembe 9-11, CP 194, 1211 Genève 20
Tél. +41 (0)58 482 24 24, Fax +41 (0)58 482 24 37, www.dfae.admin.ch/geneve

pour toute personne accusée d'avoir commis une infraction. Il est crucial de garantir aux citoyens les droits à la liberté d'expression, d'opinion, de réunion et d'association sans aucune discrimination.

La Suisse soutient également votre appel à la libération effective de M. Kem Sokha. A cet égard, la Suisse rappelle ses recommandations faites lors du 3^{ème} cycle de l'EPU du Cambodge.

Comment la communauté internationale peut-elle davantage soutenir le Cambodge à instaurer un dialogue politique inclusif et constructif entre tous les acteurs concernés, y inclut l'opposition et la société civile?

Je vous remercie.